

**Des nouvelles du Réseau de Marchés Agro écologiques Paysans  
de la Vallée du Cauca en Colombie  
(janvier 2016)**



*Au cours du dernier trimestre 2015, les paysans du Réseau étaient invités à la Table de Réflexion Rurale, organisée par le gouvernement à Bogota, dans le cadre des négociations du conflit armé.*

**« Nous réclamons une aide pour les millions de petits paysans du pays »**

10 millions de paysans du pays sont totalement ignorés par les politiques gouvernementales : aucun soutien face à la concurrence injuste et inégale. Les grandes monocultures et l'importation des divers produits issus de l'agriculture et de l'élevage sont le choix des politiques nationales.

Les paysans du Réseau sont mis en concurrence face aux produits importés à prix très bas comme le maïs, le soja, la farine de blé et la viande de poulet. Les chaînes de magasins se développent à très vive allure. On voit arriver en quantité dans les villages des aliments d'importation. Les marchés locaux disparaissent. Le gouvernement propose aux familles de paysans de se spécialiser : établir des plans commerciaux, utiliser une technologie de pointe, bref être compétitifs face aux produits de l'U.E et des États-Unis. Or, ces derniers sont largement subventionnés imposant une concurrence très inégale aux producteurs locaux. Les 300 familles du Réseau de Marchés résistent grâce aux marchés paysans agro écologiques et au soutien de leurs consommateurs.

**Le réseau participe à plusieurs marchés paysans dans le département.**



**Des produits de qualité, respectueux du travail du paysan, du consommateur et de l'environnement.**



## **« Nous réclamons le droit à occuper l'espace public »**

Nous demandons ce droit pour toutes les municipalités du pays : que tous les marchés agro écologiques aient droit à un espace public. Que les paysans de ces marchés ne soient pas jetés à la rue comme cela s'est passé pour les paysans du Réseau du marché de Cali : pour la deuxième fois en un an, ils ont été chassés de l'espace public où ils vendaient leurs produits. Depuis janvier 2016, ils sont à nouveau sans lieu pour installer leurs tentes et proposer leurs produits écologiques aux nombreux consommateurs qui les accompagnent dans cette lutte pour un emplacement. Le gouvernement local ignore leurs demandes, les poursuit et cherche à les faire disparaître.

## **« Nous réclamons le droit à l'accès à nos semences »**

Les semences sont notre trésor et notre orgueil car elles nous accompagnent depuis très longtemps et nous connectent à nos racines! C'est ce qui garantit notre autonomie, notre liberté pour les cultures, notre nourriture. C'est la base essentielle de l'agriculture et l'héritage de milliers d'années de sélections par les paysans. Elles ne peuvent pas être traitées comme une marchandise.

Pour le moment, la Résolution 9.70 de 2010, qui limite la libre circulation des semences natives et criollas et en interdit l'usage, la vente, l'échange et les donations, reste bloquée depuis les grandes grèves de 2013. Les semences les plus affectées sont celles qui servent à la consommation humaine et animale (soja, maïs, haricot, riz, fruits).

Notre Réseau n'est pas encore autonome en matière de semences natives pour le maïs et le soja. En 2014, grâce à l'aide de FAL, nous avons pu acheter et répartir 125 kg de semences de maïs natives entre les producteurs du Réseau afin de les multiplier. Cette année 2015, nous participons à un projet dans le cadre d'une coopération Sud/ Sud. L'accompagnement à la réinstallation de 123 familles paysannes déplacées. Nous les formons en agro écologie et les accompagnons dans la commercialisation de leurs productions. Au centre de ce projet, figure la mise en place de Maisons de Sauvegarde des Semences dans 12 fermes du Réseau.



12 maisons de semences et une maison centrale ont été inaugurées à l'IMCA (Institut Supérieur Paysan) dans le cadre d'un projet de réinsertion de 123 familles de la Red, affectées par la violence du conflit armé.

Ce projet est soutenu par une organisation chilienne. L'Ambassadeur du Chili en Colombie était présent.

Voir cette vidéo : <https://www.youtube.com/watch?v=g6N-lnM3Qkk>

Plus de photos : <https://www.facebook.com/institutomayorcampesino.imca/photos>

## **« Nous voulons être reconnus en tant qu'acteurs contre le réchauffement climatique »**

Les Nations Unies reconnaissent à l'agriculture agro écologique sa contribution à refroidir la planète et à limiter les effets du changement climatique. Nous l'avons vérifié sur nos terres. L'Université Nationale de Colombie a fait un travail de recherche avec le Réseau pour quantifier et qualifier les bénéfices apportés par l'agro écologie dans la production affectée par le changement climatique. Les productions bio et diversifiées du Réseau remplissent une fonction de capture de CO<sub>2</sub> : elles émettent beaucoup moins de gaz à effets de serre. Elles n'utilisent aucun produit chimique toxique ni engrais de synthèse. Le travail se fait sur la base de processus locaux, utilisant un minimum de combustible fossile et un maximum de main d'œuvre familiale. Actuellement, nous voulons être reconnus par le gouvernement colombien : nous attendons une politique publique d'appui institutionnel et financier, permettant un réel changement des pratiques agricoles pour des milliers d'exploitations.



### **La parodie de la paix :**

#### **« Ils nous donnent la parole mais ne nous écoutent pas »**

Le Réseau a été invité à participer à une Table de Réflexion Rurale avec différents groupes de paysans du pays, à analyser les documents proposés à la Havane entre le gouvernement et les FARCS. Ils ont pu apporter leurs points de vue. Le Réseau a présenté ses propositions, ses pratiques ont été valorisées et ses apports jugés très courageux. Mais le gouvernement n'a pas écouté les demandes des diverses organisations paysannes présentes, d'une politique publique permettant aux petits paysans de vivre décemment de leur agriculture. Pas de questionnement sur les TLC, ni sur la politique de la terre, ni pour une réforme agraire, ni aucune remise en cause de l'iniquité.

La plus grande partie de la population de ce pays, principalement les jeunes de la campagne, ne va bénéficier d'aucun accès à la terre, d'aucune aide. Beaucoup n'auront d'autre solution que celle de rejoindre les différents groupes armés du pays. Le gouvernement parle de la paix mais favorise les plus riches. Il n'y aura pas de paix ni de post conflit tant que se maintiendront dans le pays autant de familles pauvres qui peuvent à peine survivre.

## « Notre avenir est bien incertain »

Si nous n’obtenons pas un financement pour le fonctionnement du Réseau nous ne pourrons pas continuer ainsi à travailler bénévolement. Le travail de coordinateur correspond à un grand nombre d’heures : réunions et rencontres au niveau local, régional et international sur les thèmes de commerce, agro écologie, semences, changement climatique, institutions, souveraineté alimentaire ; aides techniques aux différents marchés ; formations vers les paysans du Réseau ; travail administratif.

### La Colombie importe son sucre de consommation

Le département de la Vallée du Cauca est soumis à la monoculture de canne sur les meilleures terres accaparées par les grands propriétaires terriens. Un expert environnemental local rappelle que ces entrepreneurs de la canne à sucre sont les seuls du pays à bénéficier d’aides gouvernementales. Cette culture est en grande partie destinée à la production d’agro carburant, pour le plus grand bénéfice des hommes d’affaires, mais il existe aussi une production de sucre à la consommation, destinée à la population colombienne.

Actuellement, la Colombie qui souhaite entrer à l’OCDE, a dû supprimer le « Système Andin de Limitation de Prix » et le « Fond de Stabilité des Prix du Sucre ». Les importations de sucre venant de Bolivie, du Guatemala, du Salvador et du Costa Rica ont été immédiatement contestées et bloquées par les raffineries de sucre colombiennes. En réponse, douze raffineries de sucre et associations de Cultivateurs de canne à sucre ont été sanctionnées par l’Etat pour entrave à la liberté d’importations. Les dirigeants de ces entreprises sucrières aux colossaux bénéfices, menacent de licencier des ouvriers pour pouvoir payer les amendes demandées par l’Etat. Ces ouvriers, ce sont les coupeurs de canne qui font partie des salariés les plus exploités de Colombie, salaires de misère pour un travail extrêmement dur. En 2005, il y avait 28 000 coupeurs de canne. Suite à la mécanisation ils ne sont plus que 5000 en 2015. Mais 2 152 000 personnes (dont près de un million de travailleurs - chiffre de Fedesarollo) dépendent de l’agro-industrie de la canne à sucre et de la production de panela (bloc de sucre pur que les familles colombiennes consomment en grande quantité).

Rappelons que cette monoculture industrielle a déjà gravement détérioré les terres et les eaux. La pratique du brûlis (1300 hectares de brûlis de canne à sucre durant les mois de juillet et août 2015 - chiffre donné par les pompiers) provoque non seulement de graves incendies mais la mort de diverses espèces animales, de nombreux cas d’asthme et des maladies respiratoires pour les populations locales et les travailleurs. Il faut aussi compter les gaz à effet de serre que produisent ces feux.

